

L'EUROPE DU FUTUR ■ Session 8

Les intervenants



THIERRY CHOPIN
CONSEILLER SPÉCIAL,
INSTITUT JACQUES DELORS

Thierry Chopin est conseiller spécial à l'Institut Jacques Delors. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et a obtenu son habilitation à diriger des recherches (HDR) à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po).

Professeur de sciences politiques à l'Université catholique de Lille - ESPOL (École européenne de sciences politiques et sociales), il est professeur invité au Collège d'Europe à Bruges et enseigne également à Mines ParisTech. Il a enseigné à la Faculté de droit Jean-Monnet (Université Paris XI), au Collège de la Défense commune (École Militaire, Paris) et à Sciences Po.

Avant de devenir conseiller spécial de l'Institut Jacques Delors, Thierry Chopin a été directeur des études à la Fondation Robert Schuman, conseiller scientifique au Centre d'analyse stratégique (désormais France Stratégie, organisme relevant directement du Premier ministre) et consultant auprès du Centre pour les analyses stratégiques. Analyse, prévision et stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères. Il a été expert associé à Sciences Po (CERI) et chercheur invité à la London School of Economics and Political Science (LSE) de l'Institut européen.



ELVIRE FABRY
CHERCHEUSE SENIOR,
POLITIQUE COMMERCIALE
ET BREXIT,
INSTITUT JACQUES DELORS

Les principaux domaines d'expertise d'Elvire Fabry sont la politique commerciale, la sécurité et la défense, le voisinage de l'UE, et les enjeux migratoires. Ses travaux de recherche ont porté notamment sur l'Europe dans la mondialisation (les perceptions de la mondialisation, les stratégies normatives européennes en matière de lutte contre le changement climatique) et se concentrent actuellement sur la politique commerciale européenne et le Brexit.

Elle est par ailleurs membre du comité de rédaction de la revue d'analyse prospective *Futuribles*, du conseil d'orientation stratégique du Mouvement européen-France et co-fondatrice et membre du comité d'orientation de ProEuropa.

Après avoir été à la Cellule de Prospective de la Commission européenne (1995), elle a rejoint le groupe d'analyse prospective *Futuribles* international, puis a été chargée d'étude à la Fondation Robert Schuman (2003), avant d'être directrice du programme Europe – International de la Fondation pour l'innovation politique (2005–2009), et de rejoindre l'Institut Jacques Delors en 2009.

Docteure en science politique (IEP – Paris) et diplômée de masters de philosophie et de relations internationales (Paris I – Panthéon Sorbonne), Elvire Fabry a été auditrice de la 64e session "Politique de défense" de l'IHEDN en 2011-2012.

Elle est Colonel de la Réserve citoyenne de l'Armée de l'air.



SOFIA FERNANDES

CHERCHEUSE SENIOR,
QUESTIONS SOCIALES,
INSTITUT JACQUES DELORS

Les principaux domaines de recherche de Sofia Fernandes sont les questions sociales et de l'emploi européennes et la gouvernance économique européenne. Elle est également enseignante à l'École européenne de sciences politiques et sociales de l'Université catholique de Lille (EPSOL). Depuis janvier 2013, elle collabore régulièrement avec l'Institut européen d'administration publique (EIPA) en co-animant des séminaires sur l'Union économique et monétaire à destination de fonctionnaires publics européens et nationaux.

Avant de rejoindre l'équipe de l'Institut Jacques Delors, Sofia Fernandes a été chargée de la coopération internationale à l'Institut portugais de la Qualité – Ministère de l'économie (2008-2009). En 2007, durant la présidence portugaise de l'UE, elle a travaillé en tant qu'adjointe des conseillers responsables de la compétitivité à la Représentation permanente du Portugal auprès de l'UE. De 2005 à 2007, elle a été chargée de formation et d'information au Centre d'information européenne Jacques Delors (CIEJD), à Lisbonne.

Diplômée de l'Université de Lisbonne en études européennes et titulaire d'un master en relations internationales de l'Institut supérieur des sciences sociales et politiques de Lisbonne (ISCSPP), Sofia Fernandes est également titulaire d'une spécialisation en économie qui lui a permis d'intégrer le programme doctoral en économie de l'Institut supérieur d'économie et gestion de Lisbonne (ISCTE). Dans le cadre du programme Erasmus, Sofia Fernandes a également étudié à l'Université de Bologne.



NICOLE GNESOTTO

TITULAIRE DE LA CHAIRE
« UNION EUROPÉENNE » AU
CONSERVATOIRE NATIONAL
DES ARTS ET MÉTIERS

Après une hypokhâgne et une khâgne au lycée Henri-IV (1973-1974) et un DEA d'histoire obtenu à l'université Panthéon-Sorbonne (1978), elle continue ses études à l'École normale supérieure de Cachan (1974-1978). Elle est aussi agrégée de lettres modernes.

Nicole Gnesotto a été cheffe adjointe du Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère français des Affaires étrangères de 1987 à 1990, puis chargée de recherche à l'Institut d'études de sécurité de l'UEO de 1990 à 1993.

Elle a été professeur à l'Institut d'études politiques de Paris et chargée de mission auprès du directeur de l'Institut français des relations internationales (IFRI), où elle s'est occupée des questions liées à la sécurité européenne et aux relations euro-américaines.

Elle a dirigé l'Institut d'études de sécurité de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) d'octobre 1999 à décembre 2001. À la suite de la dissolution de l'UEO et de l'intégration de certaines de ses composantes et compétences dans l'Union européenne, elle a été directrice de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne de 2002 à 2007.

Nicole Gnesotto est titulaire de la chaire « Union européenne » au Conservatoire national des arts et métiers.



FRANCK GOUÉRY

SERVICE DE PRESSE DE LA
REPRÉSENTATION DE LA
COMMISSION EUROPÉENNE

Franck Gouéry, ingénieur et diplômé de Sciences Po Paris, est administrateur à la Commission européenne et maître de conférences en questions européennes à Sciences Po Paris.



ELISABETH GUIGOU

ANCIENNE MINISTRE,
ANCIENNE PRÉSIDENTE DE LA
COMMISSION DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE L'ASSEMBLÉE
NATIONALE

Élisabeth Guigou s'est engagée en politique dès les années 1960 à la Convention des institutions républicaines, puis au PSU de Michel Rocard dans les années 1970 et enfin au PS à partir de 1973. Issue de la promotion Simone-Weil de l'ENA, elle entre en 1982 au cabinet de Jacques Delors, alors ministre de l'Économie et des finances, avant de rejoindre celui de François Mitterrand à l'Élysée où elle est chargée des questions économiques et financières internationales. En 1986, outre ses fonctions à la présidence de la République, elle est nommée secrétaire générale du comité interministériel pour les questions économiques européennes. En 1988, elle est chargée par le président de la République de la coordination de la politique de la France à l'égard des pays de l'Est. En 1990, elle est nommée ministre déléguée chargée des Affaires européennes. Elle a de grandes responsabilités dans la rédaction, la négociation et la mise en place du traité de Maastricht. En 1994, elle est élue députée au Parlement européen, où elle devient Présidente de la délégation socialiste française. En 1997, elle est élue députée de Vaucluse. En juin 1997, elle est nommée garde des Sceaux puis en octobre 2000, ministre de l'Emploi et de la Solidarité dans le gouvernement Lionel Jospin. En 2002, elle est élue députée de Seine-Saint-Denis et ce jusqu'en 2017. Elle occupe le poste de vice-présidente de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, puis de secrétaire nationale au PS, chargée de la réforme de l'État et des collectivités territoriales.



ISABELLE JÉGOUZO

CHEFFE DE LA REPRÉSENTATION EN FRANCE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE À PARIS

En 1985, elle obtient une maîtrise en droit communautaire à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. En 1986, elle entre à l'Institut d'études politiques de Paris et en 1987 elle entre à l'École nationale de la magistrature.

Entre 1989 et 1991, elle travaille en tant que magistrate au Tribunal de Rouen, puis au Ministère de la Justice et au Ministère du Travail.

De 1994 à 2000, elle est responsable des relations internationales à l'école nationale de la magistrature.

Entre 2000 et 2002, elle travaille à la direction générale Justice, liberté et sécurité au sein de la Commission européenne.

De 2002 à 2003, elle est conseillère à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles.

Entre 2004 et 2010 elle retourne à la direction générale Justice, liberté et sécurité.

En 2010, elle est nommée à l'Office de lutte anti-fraude de la Commission européenne (OLAF) en tant que chef du secrétariat du Comité de surveillance. Elle y occupe plusieurs fonctions. En 2011, elle y est nommée cheffe de l'unité « Formation ». Elle est ensuite nommée cheffe de l'unité « Assistance mutuelle et intelligence » puis cheffe de l'unité « Prévention de la fraude ».

En octobre 2012, elle est nommée secrétaire générale adjointe au sein du Secrétariat général des affaires européennes (SGAE), service rattaché au Premier ministre français.

En mars 2016, elle est nommée cheffe de la représentation en France de la Commission européenne à Paris.



ENRICO LETTA

PRÉSIDENT, INSTITUT JACQUES DELORS ET ACADÉMIE NOTRE EUROPE, ANCIEN PREMIER MINISTRE ITALIEN

Président de l'Institut Jacques Delors, Enrico Letta est doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA) et ancien Président du Conseil des ministres italien.

Il a été ministre pour les politiques communautaires, le plus jeune ministre italien à ce jour, puis de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat dans les gouvernements de Massimo D'Alema et Giuliano Amato. Député de l'opposition de 2001 à 2006, sous la XIV^e législature, Letta retrouve le gouvernement, en 2006, comme secrétaire d'État à la présidence du Conseil des ministres, auprès de Romano Prodi.

Après avoir retrouvé les rangs de l'opposition, au lendemain des élections générales d'avril 2008, il devient, en 2009, vice-secrétaire du Parti démocrate (PD). Nommé président du Conseil en avril 2013, il forme un gouvernement de grande coalition. Il démissionne le 14 février 2014 de son poste de premier ministre.



JÉRÔME QUÉRÉ

RESPONSABLE DU CENTRE
D'INFORMATION EUROPE
DIRECT, MAISON DE L'EUROPE

Impliqué dans diverses associations, Jérôme Quéré a notamment été président des Jeunes Européens-France de 2015 à 2017 et vice-président du Mouvement Européen-France depuis. Il a publié une étude pour l'Institut Jacques Delors intitulé « Liberté de circulation des citoyens européens : état des lieux d'un droit fantasmé ». Il intervient mensuellement sur RCF et régulièrement dans d'autres médias pour commenter l'actualité européenne. Il a également été journaliste à Ouest-France, BFMTV.COM et Touteurope.eu.



GUILLAUME ROTY

CHEF DU SERVICE PRESSE
& MÉDIA ET PORTE-PAROLE
DE LA REPRÉSENTATION EN
FRANCE.

Guillaume Roty a rejoint la Représentation en janvier 2014 en tant qu'attaché économique, où il a travaillé sur les sujets de politique économique et sociale européenne, notamment le plan d'investissement pour l'Europe, la gouvernance économique européenne et le socle européen des droits sociaux. Il a auparavant travaillé pendant 5 ans pour la Commission européenne aux Directions Générales Affaires économiques et financières et Concurrence. Avant de rejoindre la Commission européenne, Guillaume Roty était consultant en stratégie chez McKinsey & Company à Paris. Ingénieur-civil de l'École des Mines de Paris, il est aussi diplômé de Sciences-Po Paris et de Columbia University.



EULALIA RUBIO

CHERCHEUSE SENIOR À
L'INSTITUT JACQUES DE-
LORS, EN CHARGE AFFAIRES
ÉCONOMIQUES ET SOCIA-
LES, BUDGET EUROPÉEN

Les recherches et publications d'Eulalia Rubio portent notamment sur les finances publiques de l'UE, l'investissement européen et la réforme de la gouvernance de l'UEM. Elle est également professeure associée à l'Université catholique de Lille. Avant de rejoindre l'Institut Jacques Delors, elle a occupé pendant près de 10 ans des postes de recherche universitaire, travaillant sur des thèmes liés à l'eupéanisation des politiques nationales et régionales, la réforme des systèmes de protection sociale en Europe et l'impact des politiques de cohésion de l'UE .

En 2007, elle a soutenu sa thèse doctorale en sciences politiques à l'Institut Universitaire Européen de Florence. Avant cela, elle a été assistante de recherche au Département de sciences politiques de l'Université Pompeu Fabra (Barcelone), et a été professeure assistante pour les cours de sciences politiques, méthodologie de la recherche, analyse des politiques publiques et économie politique.